

LE SERVICE DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX DU CANADA

 PROGRAMME DE
DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS
D'EXPORTATION

PDME Rapport annuel

1998-1999



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire _____	2
Introduction _____	4
Vue d'ensemble du PDME _____	5
Volet Entreprises _____	8
Associations commerciales _____	15
Sondage _____	18



Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) aide les petites entreprises qui exportent pour la première fois ou qui veulent pénétrer un nouveau marché à trouver et à exploiter des débouchés pour leurs produits et services ainsi que des occasions de soumissionner pour des projets d'immobilisations à l'étranger. Le PDME assume à cette fin une part des coûts et des risques liés à la mise en œuvre des plans établis par ces entreprises pour accroître leurs ventes à l'exportation. Il absorbe aussi une partie des frais de préparation des soumissions pour d'importants projets d'immobilisations à l'étranger. Enfin, le PDME aide les associations commerciales à représenter leurs entreprises membres et à faire la promotion de l'ensemble des produits et services offerts par ces dernières sur le marché international.

DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE/AIDE FINANCIÈRE FOURNIE

En 1998-1999, 696* demandes d'aide financière ont été approuvées au total dans le cadre du PDME. L'aide autorisée se chiffre pour cet exercice à 20,93 millions de dollars et les fonds dépensés à 8,62 millions de dollars. En outre, 29 demandes d'aide financière provenant d'associations commerciales ont été approuvées, pour un total de 2,19 millions de dollars. Quant aux fonds dépensés par ces dernières en 1998-1999, ils s'élèvent à 1,76 million de dollars.



Le PDME vise d'abord à aider les petites entreprises sur les marchés d'exportation. Ainsi, sur les 674 entreprises dont la demande d'aide a été approuvée dans le cadre de ce programme en 1998-1999, 495 étaient de très petites entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à deux millions de dollars, 93 avaient un chiffre d'affaires annuel compris entre deux et cinq millions de dollars, et 86 avaient un chiffre d'affaires annuel dépassant les cinq millions de dollars.

Diverses entreprises du Québec, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ont obtenu la plus large part de l'aide totale autorisée et ont dépensé la majeure partie des fonds accordés au titre de l'aide aux entreprises. Le lecteur trouvera dans la partie de ce rapport qui traite des secteurs d'activité un tableau où figurent les fonds autorisés et dépensés par province.

Les demandes d'aide approuvées provenaient principalement du secteur de la fabrication et du secteur des services, qui ont également bénéficié des plus importants fonds d'aide autorisés.

DÉPENSES/VENTES

Pour ce qui est des secteurs d'activité, les partenaires du Canada dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les États-Unis et le Mexique, ont été à l'origine des deux tiers des dépenses du PDME au titre du développement de marchés. Ils étaient suivis de l'Europe de l'Ouest et de l'Asie, qui ont justifié respectivement des deuxième et troisième fonds d'aide les plus importants autorisés dans le cadre du PDME.

* Étant donné que la composante du PDME relative aux secteurs d'activités comporte trois éléments distincts, il est possible que plusieurs demandes provenant d'une même entreprise soient approuvées au cours d'une année donnée.

Les États-Unis ont constitué le principal marché ciblé par les entreprises canadiennes à des fins de développement, les fonds autorisés à ce chapitre totalisant 14,16 millions de dollars, soit environ 68 % des 20,93 millions de dollars autorisés au total et plus des deux tiers des dépenses totales du PDME. Venait ensuite la France, au deuxième rang, suivie de la Chine.

Pour ce qui est des associations commerciales, près de la moitié des dépenses du PDME ont servi au développement de marchés en Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et l'Asie venant aux deuxième et troisième rangs respectivement à ce chapitre. Le pays le plus ciblé par les associations commerciales a été les États-Unis, suivi de l'Allemagne et du Japon.

Les plus importantes recettes et ventes à l'exportation déclarées pour un marché cible, et qui sont attribuables à l'aide du PDME, ont été obtenues respectivement aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni.

SONDAGE

Dans un sondage effectué auprès de la clientèle, 80 % des répondants ont indiqué que le PDME avait contribué dans une certaine mesure à la réussite de leur entreprise sur le marché cible.

La plupart des répondants (83 %) se sont dits satisfaits de l'accessibilité du PDME et de la manière dont celui-ci est administré.

Les répondants étaient aussi invités à préciser les avantages et les inconvénients du Programme. L'avantage le plus souvent mentionné était que le PDME permet aux petites entreprises de soutenir la concurrence sur le marché international. Les inconvénients le plus souvent invoqués étaient la portée de la demande et le financement limité accordé dans le cadre du Programme.

Dans la majorité des cas, les améliorations proposées par les répondants avaient trait à l'aide financière comme telle et à la flexibilité du Programme.



Le Programme de développement des marchés d'exportation est l'un des éléments de la stratégie canadienne de développement du commerce international. Il vise à contribuer à l'amélioration de la performance du Canada sur les marchés internationaux en préparant les petites sociétés à exporter et à percer de nouveaux marchés à l'étranger, contribuant ainsi à stimuler la production et la création d'emplois au pays. Cette année était la quatrième année d'application de ce programme depuis qu'il a été réorienté vers les petites entreprises suivant les recommandations formulées par le Comité de la promotion du commerce international (le comité Wilson) en 1994.



Le partenariat du PDME avec les milieux d'affaires canadiens constitue donc un investissement dans les entreprises déterminées à développer des marchés d'exportation. Il s'agit non pas d'une subvention, d'un prêt ou de fonds auxquels l'entreprise a droit, mais plutôt d'une contribution à rembourser en fonction des contrats obtenus ou des ventes additionnelles réalisées sur le marché cible grâce aux activités appuyées par le PDME.

Le PDME relève de la Direction du développement des exportations (TCE) de la Direction générale du Service des délégués commerciaux, Programmes et Services à l'étranger, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), et est administré conjointement avec Industrie Canada (IC) par l'entremise des Centres de commerce international régionaux. Au

Québec, les bureaux régionaux de Développement économique Canada pour les régions du Québec collaborent à l'exécution du Programme. Agriculture et Agroalimentaire Canada y contribue aussi par l'entremise de ses bureaux régionaux répartis dans tout le Canada.

Le PDME comporte quatre grands volets : Stratégie de développement des marchés, Entreprises novices à l'exportation, Soumissions pour projets d'immobilisations et Activités des associations commerciales.

Ce rapport présente les résultats obtenus pour chaque volet du Programme en 1998-1999 et est divisé en quatre parties : la première partie donne un aperçu de l'aide accordée dans le cadre de chaque volet du Programme; la deuxième partie présente les résultats du volet Entreprises; la troisième partie porte sur l'aide fournie par le Programme aux associations commerciales et la quatrième partie résume les conclusions d'un sondage effectué auprès de la clientèle du PDME en 1998-1999.

LAURÉATS DES PRIX À L'EXPORTATION

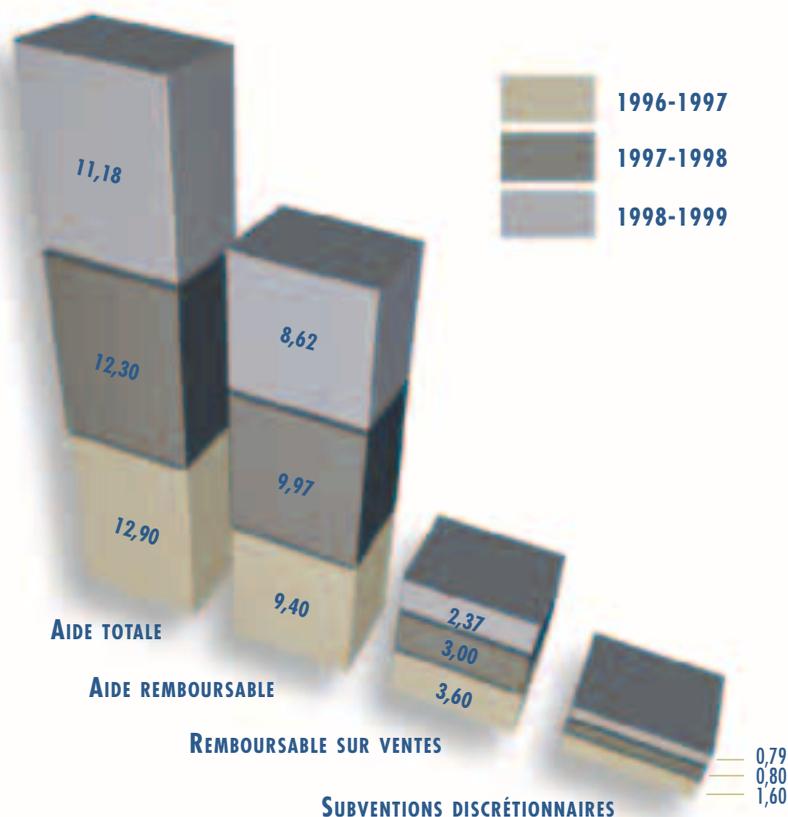
Chaque année en octobre, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international décerne les « Prix d'excellence à l'exportation canadienne » à des entreprises canadiennes qui se sont distinguées par leurs exportations de produits ou services. Les entreprises lauréates sont mises à l'honneur dans des campagnes publicitaires nationales visant à souligner leur réussite et à encourager les autres exportateurs à les imiter. Parmi les 174 entreprises lauréates du Prix d'excellence à l'exportation canadienne, 152 avaient eu recours au PDME.

VUE D'ENSEMBLE DU PDME

En 1998-1999, les dépenses totales du Programme ont atteint 11,18 millions de dollars. Le montant des contributions conditionnellement remboursables a diminué, étant passé de 9,97 millions de dollars en 1997-1998 à 8,62 millions de dollars en 1998-1999. Il s'agit de contributions remboursables en fonction des ventes additionnelles réalisées ou des contrats conclus sur le marché cible au cours de la période de quatre ans pour laquelle les sociétés doivent rendre des comptes. Une somme de 785 000 dollars, sous forme de

subventions discrétionnaires non remboursables, a aussi été octroyée principalement à des universités canadiennes dans le cadre du Programme des centres d'études en administration internationale (CETAI). En 1998-1999, les remboursements ont totalisé 2,37 millions de dollars, de sorte que l'investissement net du gouvernement a été de 6,27 millions de dollars. Par comparaison aux dépenses sous forme de contributions conditionnellement remboursables effectuées pour 1998-1999, cela représente un remboursement de 27,4 %.

AIDE FINANCIÈRE ET REMBOURSEMENTS POUR L'ENSEMBLE DU PDME (EN MILLIONS DE DOLLARS)



ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. Michael Hooper
Président
Fiberbuilt Manufacturing Inc.
Calgary (Alberta)

«... le PDME a contribué à la réussite de Fiberbuilt. Grâce à ce programme, nous avons été en mesure d'accroître le nombre de nos distributeurs aux É.-U. et d'établir de bons rapports avec eux. Notre part de marché s'est aussi accrue grâce à ces distributeurs de même que par le biais des ventes directes. »

FONDS D'AIDE OCTROYÉS SELON LE VOLET DU PDME

Le Programme a été restructuré en 1993 afin de pouvoir appuyer les entreprises dotées d'une stratégie de développement des marchés (SDM) comportant plusieurs activités échelonnées sur un ou deux ans. Cette restructuration a considérablement amélioré l'efficacité du Programme puisque en plus de réduire la paperasserie et les frais d'administration pour l'industrie et le gouvernement, elle favorise une approche à long terme qui est davantage axée sur le marché.

Au total, les fonds d'aide dépensés (ou réclamés) par des participants au PDME peuvent être supérieurs ou inférieurs au total des fonds effectivement autorisés au cours de l'exercice courant, et ce pour deux raisons. La

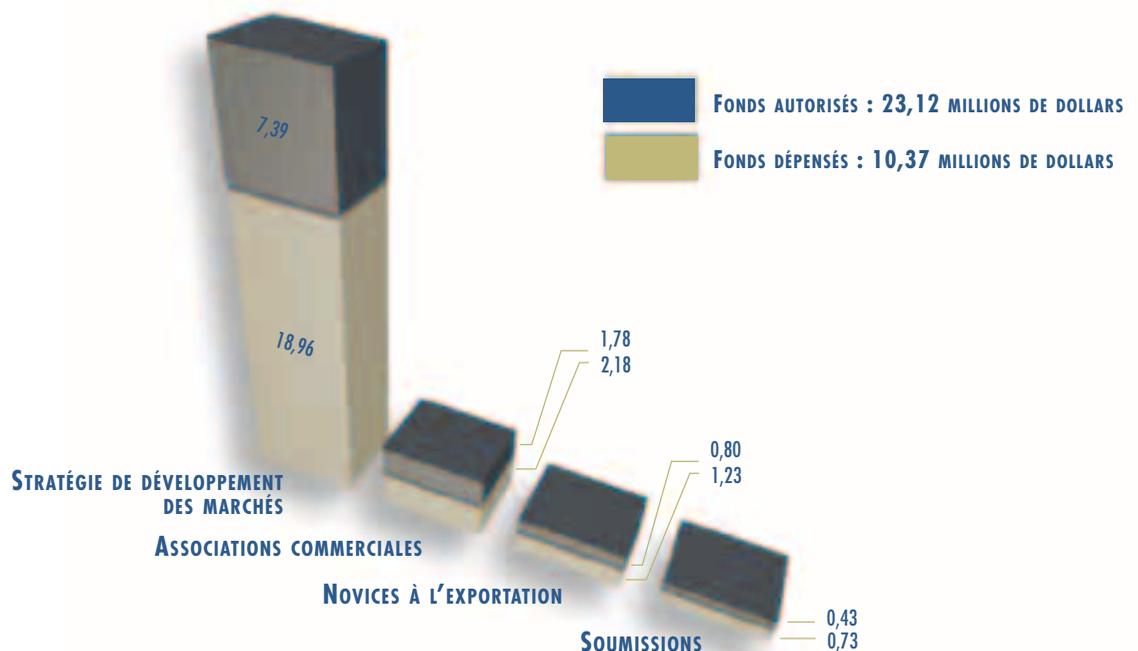
première, c'est que les autorisés se fondent sur une estimation de la somme que l'entreprise a l'intention de dépenser et que le montant dépensé dans les faits est normalement moins élevé que prévu. La deuxième raison, c'est que les entreprises peuvent avoir un plan de commercialisation échelonné sur deux ans et que, par conséquent, des fonds du PDME peuvent avoir été autorisés durant l'exercice 1997-1998 mais les fonds dépensés seulement au cours de l'exercice 1998-1999. Il n'y a donc pas de rapport direct entre le total des fonds d'aide dépensés et le total des fonds d'aide autorisés au cours de la même année financière.

ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. Joe Wiseman
Président
INNOVA Multimedia Ltd.
Stephenville (Terre-Neuve)

« Nous avons trouvé un distributeur à Hong Kong et nous menons actuellement des négociations avec le Japon. »

FONDS D'AIDE OCTROYÉS SELON LE VOLET DU PDME EN 1998-1999 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



REMARQUE : Les fonds d'aide autorisés, qui totalisent 23,12 millions de dollars, se rapportent à des demandes d'aide approuvées au cours de l'exercice courant.

Les fonds d'aide dépensés, qui totalisent 10,37 \$ millions de dollars, se rapportent à des fonds réclamés dans le cadre de demandes d'aide approuvées au cours d'exercices précédents et de l'exercice courant.

FONDS OCTROYÉS SELON LE VOLET DU PROGRAMME EN 1998-1999

VOLET	FONDS D'AIDE AUTORISÉS	FONDS D'AIDE DÉPENSÉS
Stratégies de développement des marchés (SDM)	18 964 078 \$	7 386 316 \$
Activités des associations commerciales	2 188 713 \$	1 758 567 \$
Entreprises novices à l'exportation	1 230 945 \$	798 535 \$
Soumissions pour des projets d'immobilisations	733 495 \$	430 360 \$

ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. Blake Cowan
Vice-président, Ventes et marketing
Ingenuity Works Inc.
Burnaby (Colombie-Britannique)

« Le PDME a permis à Ingenuity Works Inc. de mettre sur le marché ses plus récents produits logiciels éducatifs... aux États-Unis. La National Education and Computing Conference qui a eu lieu à Atlantic City a été un tremplin pour nous... À cette occasion, nous avons réalisé des ventes d'un montant de 10 000 \$ juste parce que nous étions sur place... Et désormais, grâce à ces initiatives et au travail de nos représentants américains, plus de 60 % de nos ventes proviendront des États-Unis. »

STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS (SDM)

Le total des fonds autorisés au titre du volet SDM dans le cadre du PDME en 1998-1999 s'élève à 18,96 millions de dollars. Pour cette même période, les fonds dépensés totalisent 7,39 millions de dollars, soit 71 % de l'aide totale dont les entreprises et associations ont bénéficié dans le cadre du PDME, de l'ordre de 10,37 millions de dollars.

ACTIVITÉS DES ASSOCIATIONS COMMERCIALES

Ce volet du PDME fournit une aide financière non remboursable aux associations commerciales ou industrielles nationales sans but lucratif qui exercent des activités visant la promotion de l'ensemble des produits et services fournis par les membres de l'association, la production de données sur les marchés ou encore l'amélioration de l'accès aux marchés au profit de leurs entreprises membres. En 1998-1999, le total des fonds autorisés dans le cadre de ce volet et destinés à 29 associations commerciales, a été de 2,19 millions de dollars, tandis que les fonds dépensés s'élevaient à 1,76 million de dollars.

ENTREPRISES NOVICES À L'EXPORTATION

Mis en oeuvre en 1993-1994 avec le volet des SDM, ce volet du Programme met l'accent sur les besoins particuliers des petites entreprises qui ont très peu

d'expérience en matière d'exportation, voire aucune expérience. Ainsi, une petite entreprise pourra recevoir jusqu'à 7 500 dollars pour effectuer une inspection sur place ou pour participer à une foire commerciale afin d'explorer un marché donné. En 1998-1999, le total des fonds autorisés dans le cadre de ce volet a été de 1,23 million de dollars, et les fonds dépensés ont atteint 799 000 dollars, ce qui représente 7,7 % du budget de 10,37 millions de dollars du PDME.

SOUMISSIONS POUR DES PROJETS D'IMMOBILISATIONS

Le PDME appuie les entreprises canadiennes en assumant une part des coûts relatifs à la préparation de soumissions pour de grands projets d'immobilisations à l'étranger. En 1998-1999, le total des fonds autorisés dans le cadre de ce volet a été de 733 000 \$ et les fonds dépensés se sont chiffrés à 430 000 \$.

En 1995, les critères d'admissibilité fondés sur la taille des entreprises ont été resserrés et axés sur les petites entreprises ayant un chiffre d'affaires de 10 millions de dollars ou moins. On note que les risques et les coûts élevés des soumissions pour des projets d'immobilisations à l'étranger, conjugués à la nature très concurrentielle de ces démarches, en font une activité qui intéresse moins les petites entreprises.

DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE

En 1998-1999, le PDME a reçu 977 demandes d'aide financière provenant de 939 entreprises. En tout, 696 demandes provenant de 674 entreprises ont été approuvées, le total des fonds autorisés s'élevant à 20,93 millions de dollars. Par ailleurs, les fonds dépensés en 1998-1999 ont atteint 8,62 millions de dollars.

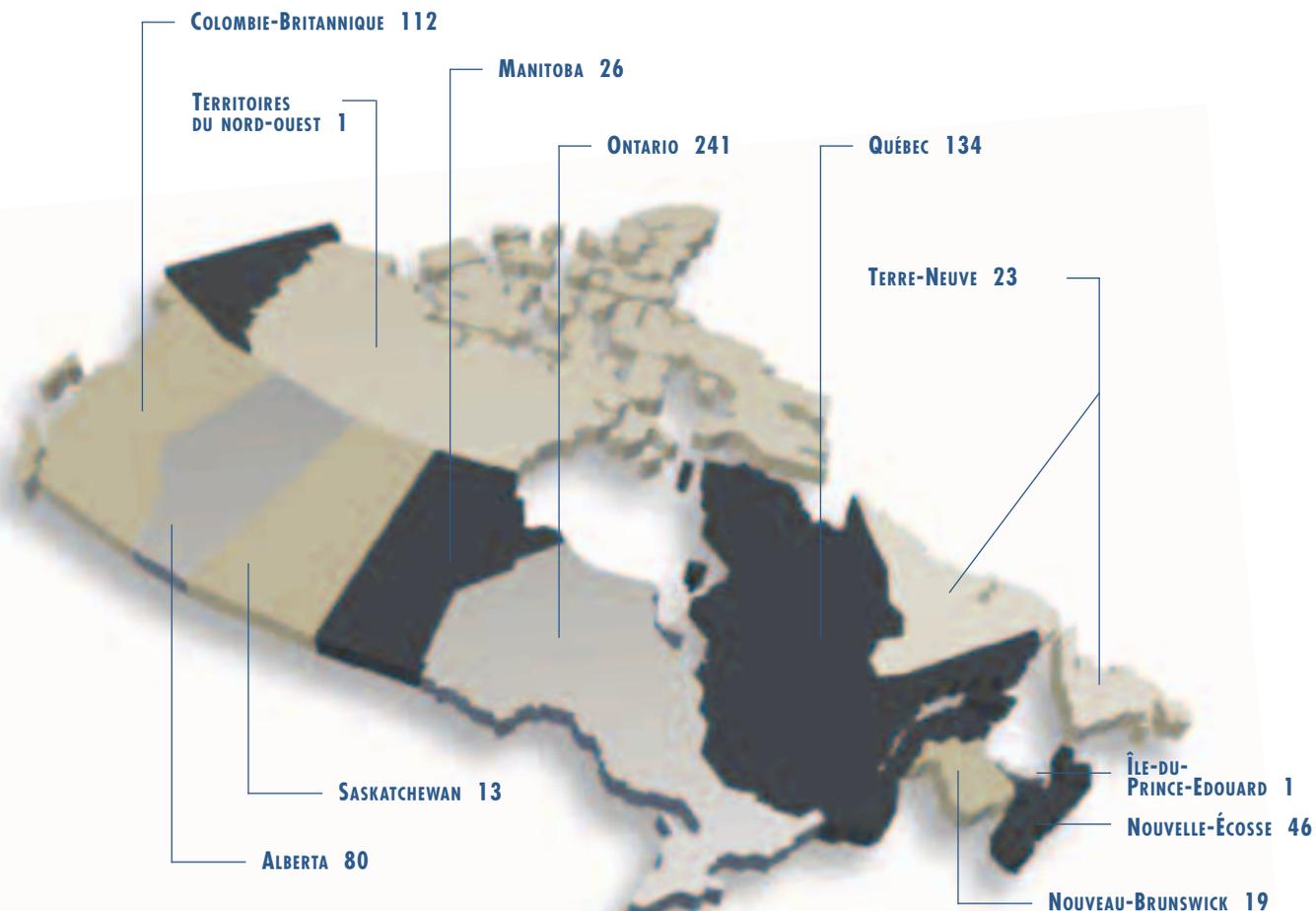
DEMANDES REÇUES PAR PROVINCE

En 1998-1999, 233 entreprises de l'Ontario ont présenté 241 demandes, soit 35 p. 100 des 696 demandes approuvées; 134 entreprises du Québec

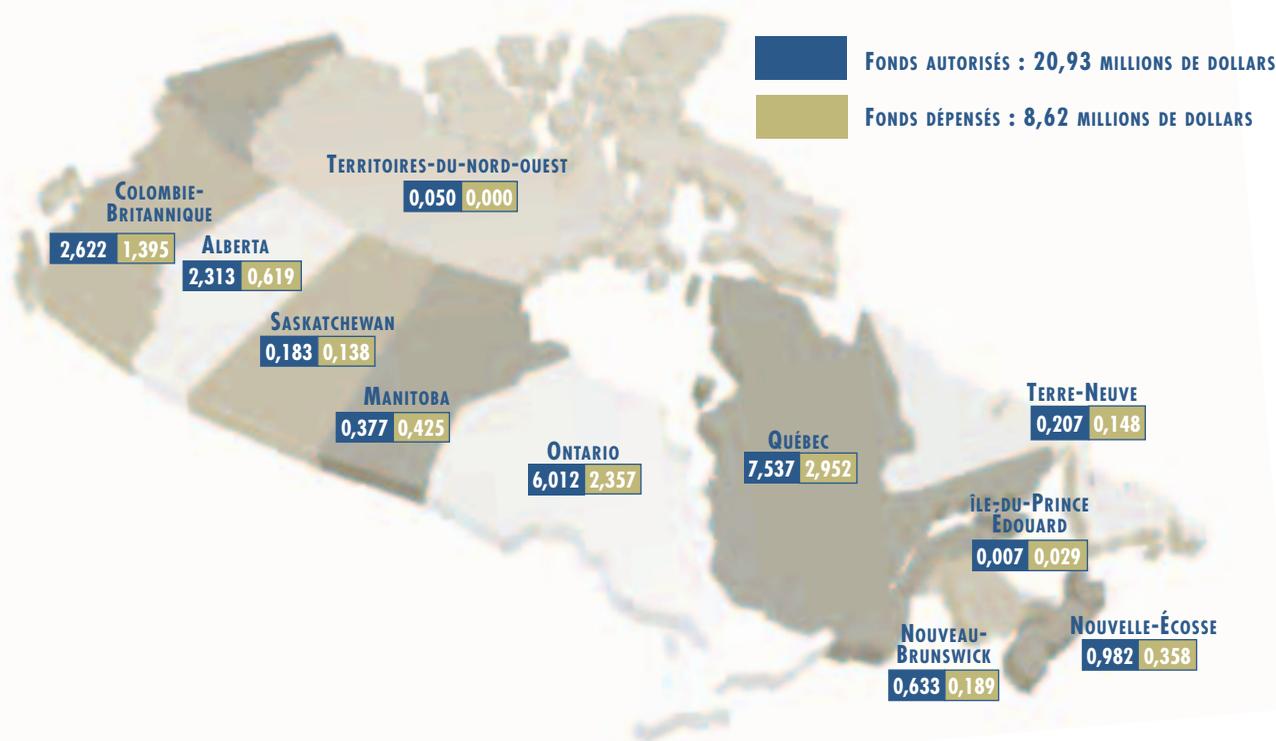
ont présenté 134 demandes, soit 20 % des demandes approuvées; 105 entreprises de la Colombie-Britannique ont présenté 112 demandes, soit 16 % des demandes approuvées; et 78 entreprises de l'Alberta ont présenté 80 demandes, soit 12% des 112 demandes approuvées.

Le nombre de demandes provenant d'entreprises du Québec qui ont été approuvées a augmenté, étant passé de 120 en 1997-1998 à 134 en 1998-1999, alors que le nombre de demandes émanant d'entreprises de la Colombie-Britannique qui ont été approuvées en 1998-1999 a diminué, étant passé de 128 en 1997-1998 à 112 en 1998-1999.

DEMANDES APPROUVÉES PAR PROVINCE ET TERRITOIRE



FONDS D'AIDE APPROUVÉS ET DÉPENSÉS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE EN 1998-1999 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



9

FONDS D'AIDE OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PDME, SELON LA PROVINCE

En 1998-1999, le total des fonds autorisés a été de 20,93 millions de dollars, et les fonds dépensés ont atteint 8,62 millions de dollars. Pour ce qui est du Québec, les fonds autorisés s'établissaient à

7,54 millions, et les fonds dépensés à 2,95 millions de dollars. Pour leur part, les entreprises de l'Ontario ont dépensé 2,36 millions de dollars sur les 6,01 millions de dollars autorisés, et les entreprises de la Colombie-Britannique 1,40 million de dollars sur les 2,62 millions de dollars autorisés. Quant aux entreprises de l'Alberta, qui disposaient de 2,31 millions de dollars, elles ont dépensé 620 000 \$.

FONDS D'AIDE AUTORISÉS ET DÉPENSÉS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE EN 1998-1999

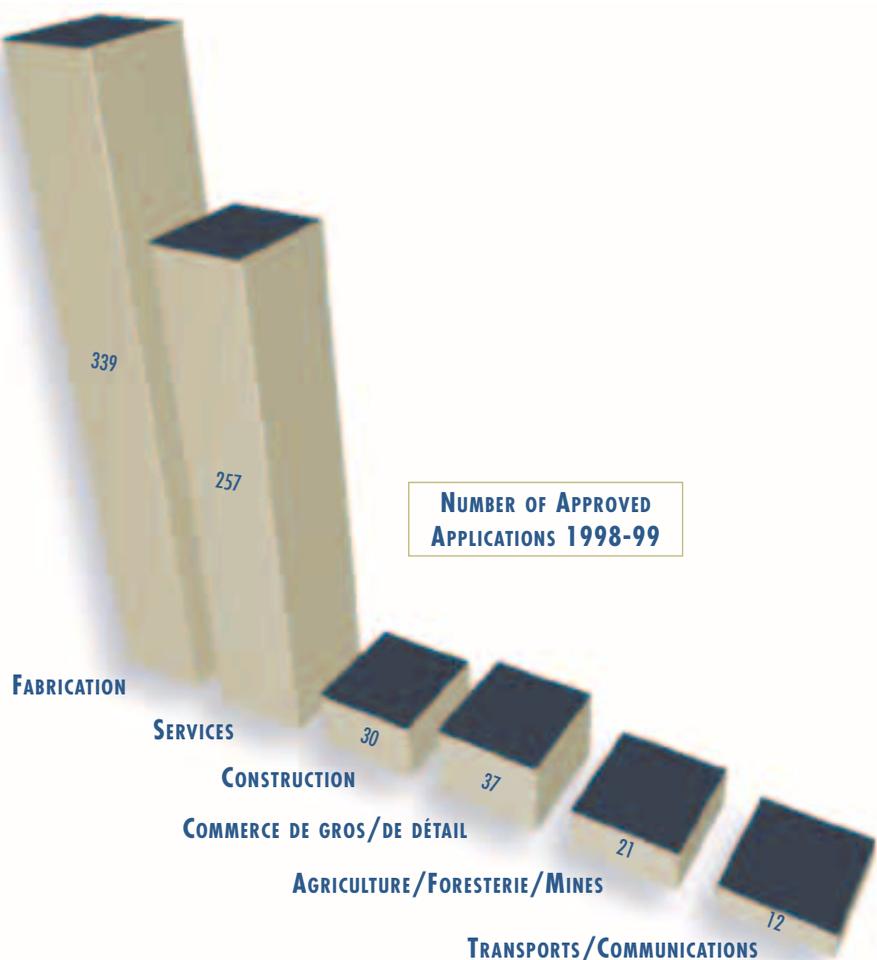
PROVINCE	FONDS AUTORISÉS	FONDS DÉPENSÉS
Québec	7 537 684 \$	2 952 848 \$
Ontario	6 012 815 \$	2 357 373 \$
Colombie-Britannique	2 622 379 \$	1 395 784 \$
Alberta	2 313 059 \$	619 999 \$
Nouvelle-Écosse	982 801 \$	358 387 \$
Nouveau-Brunswick	633 156 \$	189 036 \$
Manitoba	377 896 \$	425 103 \$
Terre-Neuve	207 661 \$	148 700 \$
Saskatchewan	183 567 \$	138 202 \$
Territoires du Nord-Ouest	50 000 \$	0 \$
Île-du-Prince-Édouard	7 500 \$	29 780 \$
Total	20 928 518 \$	8 615 211 \$

DEMANDES REÇUES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les 696 demandes approuvées en 1998-1999 provenaient de 674 entreprises représentant toute la gamme des secteurs d'activité au Canada.

Le secteur de la fabrication est à l'origine du plus grand nombre de projets approuvés dans un même secteur d'activité, soit 339, suivi du secteur des services, avec 257 demandes approuvées, du secteur du commerce de gros et de détail, avec 37 demandes approuvées, et du secteur de la construction, avec 30 demandes approuvées. De plus, 21 demandes provenant du secteur de l'agriculture, de la foresterie, des pêches et des mines ont été approuvées ainsi que 12 provenant du secteur des transports et des communications.

DEMANDES APPROUVÉES EN 1998-1999, SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ



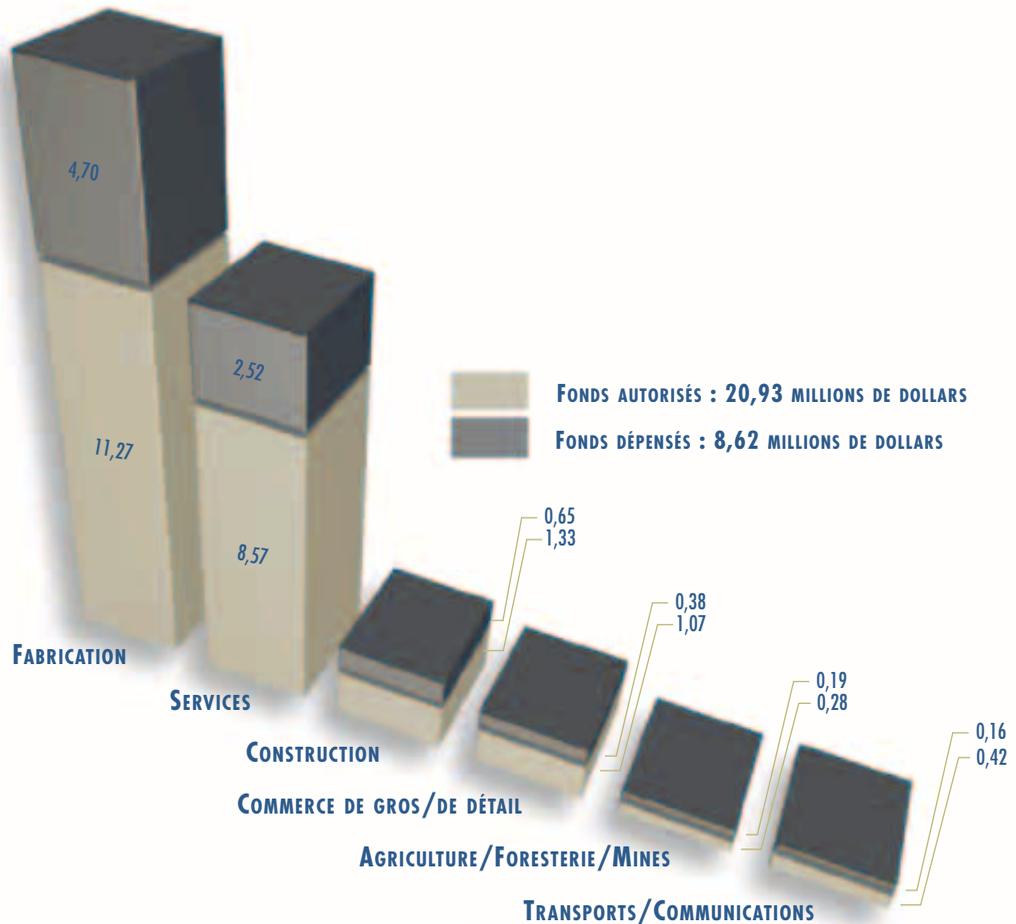
ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. John Scoffield

Directeur
Westland Incinerator Co. Ltd.
Edmonton (Alberta)

« Le PDME nous a beaucoup aidé à commercialiser nos produits en Inde, en Égypte et en Israël. Nous avons maintenant des distributeurs dans ces pays... En Égypte, nous avons soumissionné 60 unités; en Inde, nous négocions un contrat concernant un transfert de technologie dans l'ouest du Bengale. En Israël, notre agent prévoit vendre de 2 à 3 unités d'ici la fin de l'année. »

FONDS D'AIDE AUTORISÉS ET DÉPENSÉS EN 1998-1999, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIONS DE DOLLARS)


ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME
M. Bernard J. Hamel

Président, directeur des Finances
BHM Médical inc.
Magog (Québec)

« Le PDME nous a permis d'accroître le nombre de nos contacts aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Notre chiffre d'affaires n'a pas encore augmenté de façon appréciable aux États-Unis, mais nous avons conclu des ventes et des contrats au Japon, en Australie ainsi qu'en Europe. »

AIDE FINANCIÈRE FOURNIE PAR LE PDME, SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

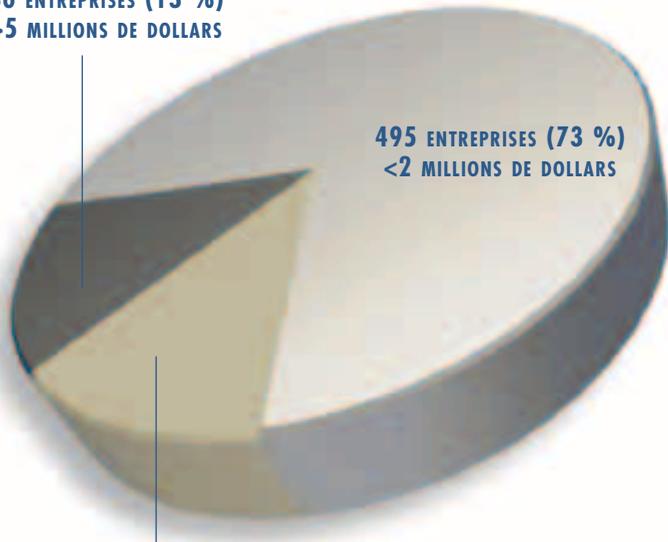
Dans le secteur de la fabrication, le total des fonds autorisés aux termes du PDME a atteint 11,27 millions de dollars, tandis que les fonds dépensés se chiffraient à 4,70 millions de dollars. Dans le secteur des services, le total des fonds autorisés a été de 6,57 millions de dollars, alors que les fonds dépensés s'élevaient à 2,52 millions de dollars. Dans le secteur du commerce de gros, du commerce de détail et des autres services connexes, le total des fonds autorisés a été de 1,33 millions de dollars, tandis que les fonds dépensés se chiffraient à 652 000 \$; que dans le secteur de la construction, les fonds autorisés ont totalisé 1,07 million de dollars et les fonds dépensés 382 000 \$. Dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie, des pêches et des mines, les fonds autorisés ont totalisé 277 000 \$ et dans le secteur des transports et des communications 418 000 \$, tandis que les fonds dépensés dans ces deux secteurs se chiffraient à 192 000 \$ et 161 000 \$ respectivement.



FONDS D'AIDE OCTROYÉS AUX TERMES DU PDME, SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

12

86 ENTREPRISES (13 %)
>5 MILLIONS DE DOLLARS



93 ENTREPRISES (14 %)
2 À 5 MILLIONS DE DOLLARS

FONDS D'AIDE DÉPENSÉS PAR MARCHÉ (EN MILLIONS DE DOLLARS)



FONDS DÉPENSÉS : 8,62 MILLIONS DE DOLLARS

FONDS D'AIDE OCTROYÉS AUX TERMES DU PDME, SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Parmi les 674 entreprises dont la demande d'aide a été approuvée en 1998-1999, 495 entreprises étaient de très petites entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à deux millions de dollars; 93 avaient un chiffre d'affaires annuel compris entre deux et cinq millions de dollars et 86 un chiffre d'affaires annuel dépassant les cinq millions de dollars.

Les fonds autorisés dans le cadre du PDME ont totalisé 13,83 millions de dollars pour le groupe d'entreprises dont le chiffre annuel était inférieur à 2 millions de dollars, soit les deux tiers des fonds autorisés pour 1998-1999. Des fonds d'aide additionnels de 3,73 millions de dollars ont été autorisés pour les entreprises dont le chiffre d'affaires était compris entre deux et cinq millions de dollars et de 3,37 millions de dollars pour celles ayant un chiffre d'affaires annuel de plus de cinq millions de dollars. Ces fonds représentaient respectivement 18 % et 16 % du total des fonds d'aide autorisés qui étaient destinés à des entreprises.

FONDS D'AIDE DÉPENSÉS PAR MARCHÉ RÉGIONAL

En 1998-1999, les partenaires du Canada dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les États-Unis et le Mexique, ont été à l'origine du plus haut montant dépensé au titre du développement des marchés, soit 5,70 millions de dollars, ce qui représente 66 % des dépenses totales du PDME. Venaient ensuite l'Europe de l'Ouest, qui justifiait de 957 000 \$ des dépenses du Programme (11 %), puis l'Asie, avec des dépenses de l'ordre de 716 000 \$ (8 %). Asia with \$716 thousand (8%).

**ENTREPRISES AYANT
PARTICIPÉ AU PDME**

M. J.W. Fikes

Président et directeur général
F & S Manufacturing Inc.
Martins Point
(Nouvelle-Écosse)

« Le PDME nous a fourni
l'appui financier dont nous
avons besoin pour participer
à un plus grand nombre de
foires commerciales et ainsi
avoir la possibilité de mieux
faire connaître notre produit. »

FONDS D'AIDE DÉPENSÉS PAR PAYS

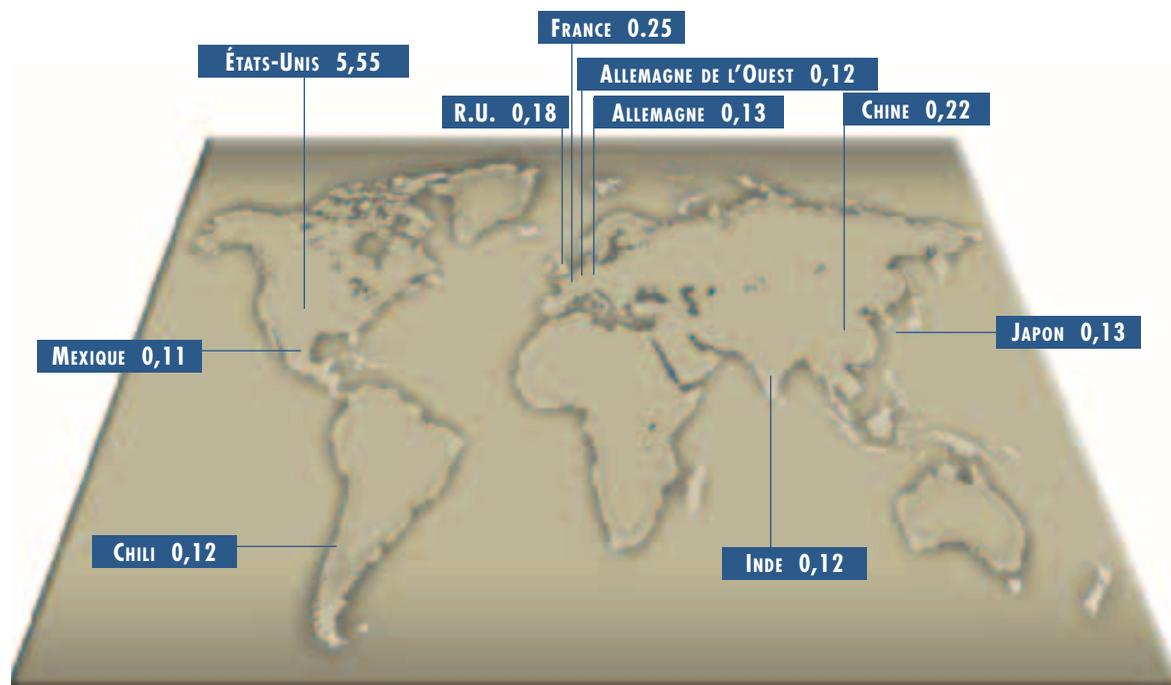
En 1998-1999, le principal marché cible a été les É.-U., à l'origine de 5,55 millions de dollars de dépenses, soit 64 % des dépenses totales du PDME. Venaient ensuite la France, pays pour lequel les fonds dépensés atteignaient 247 000 \$ (3%) et la Chine, où les fonds dépensés s'élevaient à 223 000 \$ (2,6 %).

Encore une fois, le Royaume-Uni se situait au quatrième rang des dix premiers pays pour les fonds d'aide dépensés, avec 181 000 \$ (2 %). Venaient ensuite l'Allemagne unifiée, où les fonds dépensés atteignaient 128 000 \$ (1,5 %) et le Japon, où les fonds dépensés s'élevaient à 127 000 \$ (1,5 %). Les fonds dépensés pour des activités concernant le Japon ont accusé une baisse importante, puisqu'elles étaient de 483 000 \$ en 1997-1998.

Les quatre derniers pays étaient le Chili, avec 117 000 \$ (1,4 %), l'Inde, avec 116 000 \$ (1,3 %), l'Allemagne de l'Ouest (1,3 %) et le Mexique avec 112 000 \$ (1,3 %).



DIX PREMIERS PAYS POUR LES FONDS D'AIDE DÉPENSÉS EN 1998-1999 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



FONDS DÉPENSÉS : 8,62 MILLIONS DE DOLLARS

RÉSULTATS POUR LE VOLET ENTREPRISES

Les bénéficiaires de l'aide fournie en vertu du PDME doivent déclarer toutes les ventes additionnelles effectuées sur le marché cible au cours de la période visée et pendant les trois années qui suivent. Le remboursement de la contribution est calculé sur la base de 4. p. 100 de ces ventes annuelles additionnelles.

En 1998-1999, 309 entreprises ont déclaré des exportations d'une valeur de 117 millions de dollars attribuables à leurs activités de développement des marchés appuyées par le PDME. Les ventes déclarées par les sociétés ayant reçu de l'aide financière en 1997-1998 avaient totalisé 441,8 millions de dollars, ce qui englobait une soumission pour un grand projet d'immobilisations de l'ordre de 275 millions de dollars remportée par un soumissionnaire appuyé par le PDME.

Les exportations aux États-Unis venaient au premier rang, représentant 92,16 millions de dollars, soit 79 % des ventes totales à l'exportation qui ont été déclarées. Venait ensuite le Japon, avec 11,03 millions de dollars (9 %), et le Royaume-Uni, avec 4,25 millions de dollars (4 %).

Depuis la création du Programme en 1971, les exportations ou contrats déclarés par les entreprises, qui sont attribuables aux mesures ayant bénéficié de l'appui du PDME, représentent en tout 14,48 milliards de dollars. Les ventes à l'exportation qui ont été déclarées pour 1998-1999 sont de l'ordre de 117 millions de dollars. Les 8,62 millions de dollars investis dans des activités mises en oeuvre par les secteurs d'activité donnent un ratio ventes-aide d'environ 14 à 1.

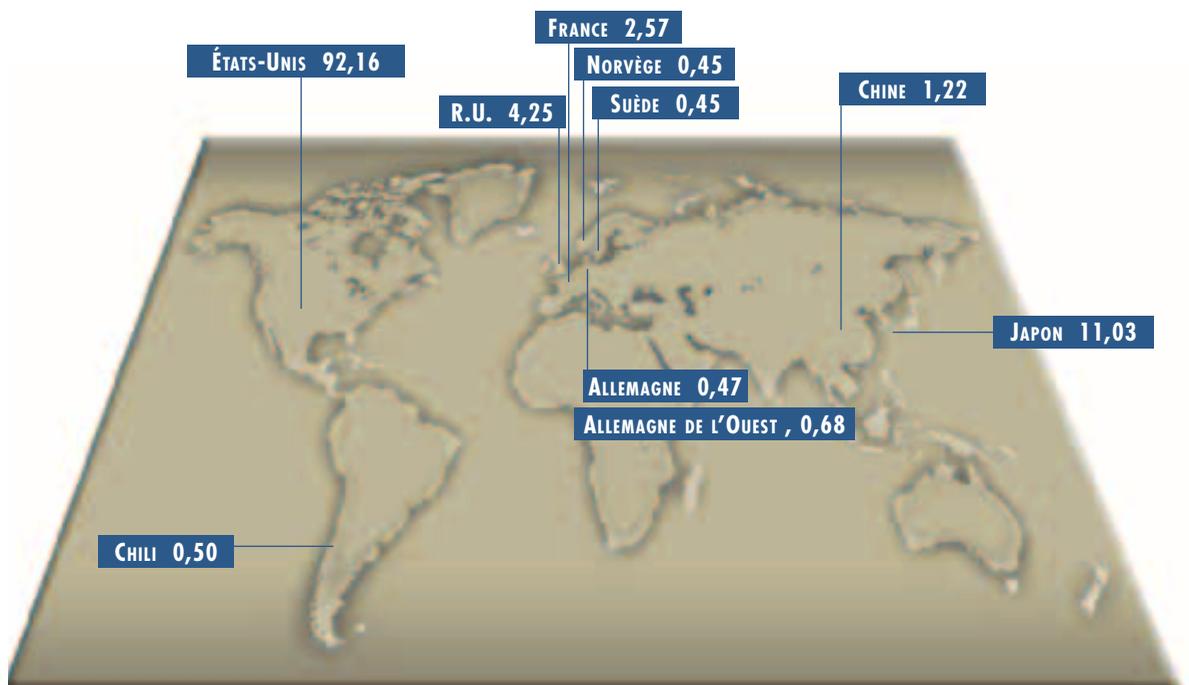
ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. Brian Keown

Gestionnaire, Ventes,
marketing et contrats
IMRIS (Innovative Magnetic
Resonance Imaging
Systems Inc.)
Winnipeg (Manitoba)

« L'aide accordée a servi à financer notre participation à une conférence importante réunissant des neurochirurgiens. D'ailleurs, nous continuons d'explorer quelques-unes des pistes découvertes à cette occasion et nous croyons qu'au moins une d'entre elles donnera lieu à une vente. »

DIX PREMIERS PAYS POUR LES VENTES ET RECETTES D'EXPORTATIONS DÉCLARÉES EN 1998-1999 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



VENTES ET RECETTES D'EXPORTATION TOTALES : 117 MILLIONS DE DOLLARS

Le volet Activités des Associations

commerciales du PDME fournit une aide financière non remboursable aux associations commerciales ou industrielles nationales sans but lucratif qui exercent des activités visant la promotion de l'ensemble des produits et services fournis par les membres de l'association, la production de données sur les marchés ou encore l'amélioration de l'accès aux marchés au profit de leurs entreprises membres.

Le Programme paie une partie des coûts de diverses activités, qui vont

de la création d'une page Web internationale à la rédaction de guides de ressources, en passant par l'organisation de colloques et l'établissement de stands dans des foires commerciales sur les marchés clés. Le PDME donne la possibilité aux associations de cibler des marchés à créneaux pour leurs entreprises membres et de fournir du matériel de promotion de qualité. Les associations industrielles qui bénéficient de l'aide accordée dans le cadre du volet Activités des associations commerciales du PDME ont réalisé divers projets de promotion des exportations sur une base sectorielle. Ces projets sont particulièrement importants pour les petites et moyennes entreprises, qui n'auraient pas les moyens d'engager seules les dépenses nécessaires.



Le volet Activités des associations commerciales est administré par trois Directions du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, notamment :

ACA – LA DIRECTION DE LA PROMOTION DES ARTS ET DES INDUSTRIES CULTURELLES;

ACE – L'UNITÉ DE COMMERCIALISATION DE L'ÉDUCATION, QUI RELÈVE DE LA DIRECTION DES RELATIONS ACADÉMIQUES INTERNATIONALES;

TCM – LA DIRECTION DE L'APPUI AUX MARCHÉS.

DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE/AIDE/DÉPENSES

En 1998-1999, 29 demandes d'aide financière présentées par des associations commerciales ont été approuvées. Les fonds autorisés totalisaient 2,19 millions de dollars, et les fonds dépensés 1,76 million de dollars.

Sur une période de cinq ans, soit de 1994 à 1999, le nombre de demandes provenant d'associations commerciales qui ont été approuvées a été de 27 en moyenne, les fonds autorisés de 2,25 millions de dollars et les fonds dépensés de 1,5 million de dollars.

APERÇU DES FONDS D'AIDE OCTROYÉS AUX ASSOCIATIONS COMMERCIALES SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS

ANNÉE FINANCIÈRE	DEMANDES APPROUVÉES	FONDS AUTORISÉS (EN DOLLARS)	FONDS DÉPENSÉS (EN DOLLARS)
1994-1995	18	2 595 903	1 450 403
1995-1996	29	2 014 557	1 536 740
1996-1997	25	1 812 303	1 304 646
1997-1998	32	2 617 763	1 526 047
1998-1999	29	2188713	1758567

DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE/ AIDE FOURNIE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les 29 demandes d'aide financière reçues des associations commerciales qui ont été approuvées représentaient l'ensemble des secteurs d'activité au Canada.

Le tableau ci-après indique le nombre de projets, le total des fonds autorisés et les fonds dépensés par secteur en 1998-1999. Bien qu'ils ne soient pas spécifiquement mentionnés, le secteur de l'éducation et celui des arts et de la culture sont inclus dans les statistiques.

AIDE FINANCIÈRE FOURNIE AUX ASSOCIATIONS COMMERCIALES, SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ 1998-1999

SECTEUR D'ACTIVITÉ	DEMANDES APPROUVÉES	FONDS AUTORISÉS (EN DOLLARS)	FONDS DÉPENSÉS (EN DOLLARS)
Fabrication	12	848 325	761 574
Services	11	810 468	668 611
Commerce de gros/de détail	2	200 000	221 726
Transports/Communications	2	156 050	86 645
Mines, carrières et puits de pétrole	2	173 870	20 012

FONDS D'AIDE DÉPENSÉS PAR PAYS

Le pays le plus ciblé en 1998-1999 par les associations commerciales ayant exercé des activités de développement de marchés avec l'appui du PDME était

les États-Unis. En effet, les associations ont consacré 826 000 \$, soit 47 % de leurs dépenses totales, à ce marché. Le tableau ci-après présente les dix premiers pays classés d'après les dépenses des associations commerciales.

FONDS DÉPENSÉS PAR LES ASSOCIATIONS COMMERCIALES, PAR PAYS 1998-1999

RANG	PAYS	FONDS DÉPENSÉS	% DES DÉPENSES TOTALES
1	É.-U.	825 846 \$	47 %
2	Allemagne unifiée	163 635 \$	9 %
3	Japon	160 239 \$	9 %
4	Chili	93 535 \$	5 %
5	Espagne	72 736 \$	4 %
6	Indonésie	57 917 \$	3 %
7	Mexique	53 075 \$	3 %
8	Russie	40 126 \$	2 %
9	Belgique	36 574 \$	2 %
10	Royaume-Uni	35 574 \$	2 %

ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. Ed Kennedy

Président

Association canadienne
des entreprises de
géomatique
Ottawa (Ontario)

« Depuis dix ans, nous avons eu recours au PDME à plusieurs reprises dans le cadre de divers projets visant à développer nos marchés d'exportation. L'appui du PDME nous a été des plus précieux, puisqu'il nous a fourni la possibilité de mettre sur pied diverses initiatives grâce auxquelles nous avons pu améliorer les services offerts à nos membres et faire connaître aux entreprises canadiennes œuvrant dans notre secteur... des clients et des partenaires potentiels ainsi que des débouchés prometteurs sur les grands marchés d'exportations. »

**ENTREPRISES AYANT
PARTICIPÉ AU PDME**

**M. Anthony P.
Pollard**

Président
Association des hôtels du
Canada
Ottawa (Ontario)

« Au cours des quatre dernières années, notre Association a réussi à générer des ventes de biens et de services d'une valeur supérieure à 250 millions de dollars, et ce dans plus de vingt pays. Il est manifeste que nous n'aurions pas obtenu de tels résultats sans le soutien du PDME. »

**FONDS D'AIDE DÉPENSÉS
PAR MARCHÉ**

En 1998-1999, les fonds consacrés par les associations commerciales à des activités de développement des marchés ont totalisé 1 758 567 \$. Une grande partie de cette somme a été consacrée au développement de marchés en Amérique du Nord, soit 789 000 dollars, ce

montant représentant la moitié des dépenses totales des associations commerciales. Le développement de marchés est à l'origine de dépenses de l'ordre de 345 000 \$ en Europe de l'Ouest, de 325 000 \$ en Asie et de 134 000 \$ en Amérique du Sud.

Les fonds dépensés totalisaient 40 000 \$ pour l'Europe de l'Est, 19 000 \$ pour les Antilles et 17 000 \$ pour l'Amérique centrale.

DÉPENSES DES ASSOCIATIONS COMMERCIALES PAR MARCHÉ EN 1998-1999

MARCHÉ	FONDS DÉPENSÉS	% DES DÉPENSES TOTALES
Amérique du Nord (Mexique compris)	878 921 \$	50 %
Europe de l'Ouest	344 633 \$	19,6 %
Asie	324 934 \$	18,4 %
Amérique du Sud	134 131 \$	7,6 %
Europe de l'Est	40 126 \$	2,3 %
Antilles	18 746 \$	1,1 %
Amérique centrale	17 076 \$	1,0 %

RÉSULTATS

Grâce aux contacts qu'elle a pu établir au moyen des 3000 \$ obtenus du PDME, l'Association des hôtels du Canada a aidé des fournisseurs d'hôtels à exporter pour plus de 18 millions de dollars de produits qui ont servi à la rénovation de l'hôtel Regency à Amman, en Jordanie. Comme l'a fait remarquer le représentant de l'Association,

« Tout cela n'aurait pas été possible sans l'aide du PDME; cependant, nous croyons que cela représente un excellent rendement du capital investi ». Pour sa part, l'Association canadienne de l'industrie des plastiques signale qu'après

une activité de liaison rendue possible grâce à l'appui du PDME durant la foire commerciale K'98 qui a eu lieu à Dusseldorf, en Allemagne, 4 des 14 entreprises interrogées ont estimé leurs ventes sur place à 575 000 \$, tandis que six autres entreprises évaluaient la valeur de leurs ventes au cours des douze prochains mois à 48,5 millions de dollars. Par suite d'une mission commerciale qui s'est déroulée en 1998 en Amérique du Sud sous la direction de l'Association canadienne des entreprises de géomatique, un réseau formé de 14 entreprises canadiennes participe maintenant à deux projets financés par la Banque mondiale en collaboration avec le gouvernement de l'Argentine afin de mettre en place des systèmes d'alerte rapide en cas d'inondation. Et ce ne sont là que quelques exemples des succès obtenus par les associations commerciales et leurs membres.



SONDAGE EFFECTUÉ EN 1998-1999 AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE DU PDME

18

La Direction du développement des exportations, qui gère le

PDME, a effectué un sondage postal auprès des entreprises canadiennes qui ont eu recours au PDME au cours de l'exercice 1998-1999. Au total, 1 000 entreprises ont été interrogées, et 184 ont répondu au questionnaire, ce qui constitue un taux de participation d'environ 18 %.

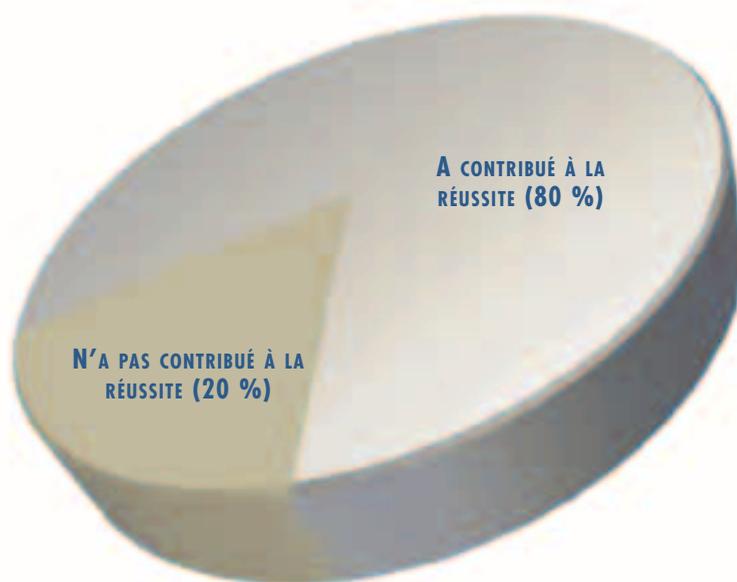
Les répondants représentaient toutes les régions du Canada. Près du tiers provenaient de l'Ontario, 24 % du Québec, 17 % des Prairies, 15 % de la Colombie-Britannique et 12 % des Maritimes.

Le sondage visait à déterminer la mesure dans laquelle le PDME avait contribué à la réussite de ces entreprises sur les marchés d'exportation et aussi à faire ressortir les avantages et les inconvénients du Programme, notamment en ce qui concerne l'accessibilité du

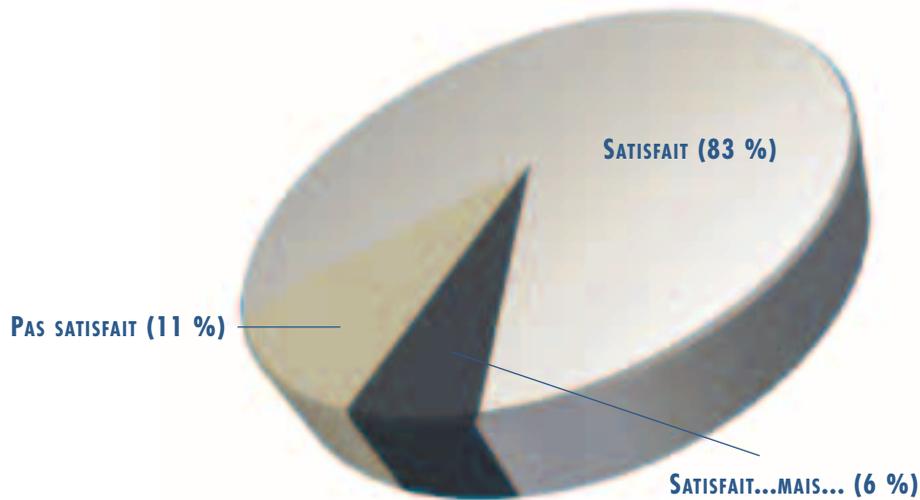
Programme, ainsi que les changements nécessaires afin d'améliorer l'efficacité du Programme et d'accroître l'utilité de ce dernier pour les exportateurs canadiens.

En tout, 129 répondants ont expliqué comment le PDME avait contribué à la réussite de leur entreprise. Le plus souvent, les répondants attribuaient au PDME une partie de leurs ventes à l'exportation ou de leurs contrats (p. ex., nouveaux contrats obtenus, soumissions remportées, etc.), une plus grande visibilité ou promotion de leur produit grâce à la participation à des foires commerciales ou à l'élaboration de matériel visuel de promotion, l'identification de représentants, distributeurs, agents ou acheteurs potentiels, ainsi que la collecte de renseignements utiles sur le marché.

CONTRIBUTION DU PDME À LA RÉUSSITE DES ENTREPRISES EN 1998-99



MESURE DE LA SATISFACTION CONCERNANT L'ACCÈS AU PROGRAMME ET SON ADMINISTRATION



FACTEURS INVOQUÉS DANS LES CAS OÙ L'ENTREPRISE N'A PAS RÉUSSI

Dans les cas où les répondants avaient indiqué que le PDME n'avait pas contribué à la réussite de leur entreprise, ceux-ci avaient invoqué le plus souvent un produit non compétitif, des problèmes de trésorerie et les obstacles créés par les gouvernements des pays où était situé le marché cible.

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DU PDME

Les principaux avantages mentionnés par les répondants étaient l'appui financier, ainsi que la flexibilité et la clarté du Programme, qui permettent aux PME de soutenir la concurrence sur un marché international et de répondre à leurs besoins en matière d'exportation, ainsi qu'un personnel serviable, l'accessibilité du Programme et la fourniture de renseignements importants concernant le marché.

Les inconvénients mentionnés le plus souvent étaient la portée limitée de la demande et le manque de financement dans le cadre du Programme.

ACCESSIBILITÉ DU PROGRAMME

La plupart (83 %) des répondants se sont dits satisfaits de l'accessibilité du PDME et de la manière dont ce dernier est administré. Certains répondants (6 %) se sont dits satisfaits, mais ont nuancé leurs propos en ajoutant des commentaires plus négatifs. Dans la majorité des cas, la satisfaction de la clientèle était liée à la compétence du personnel.

Par ailleurs, plusieurs des répondants (11 %) qui se sont dits insatisfaits trouvaient le programme trop lourd et difficile à administrer, le processus d'approbation trop long, et s'opposaient aux limites géographiques concernant les marchés, estimant en outre qu'il faudrait améliorer l'échange de renseignements et élargir le réseau d'employés ou contacts.

ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. Jean-Yves Martel

Vice-président finances
Pascal Blais productions/animation
Montréal, Québec

"Projets spéciaux en IMAX - Partenariat Canada - Japon - Russie de ... S pour la production d'un projet en format IMAX. L'investissement dans la phase de développement de ce type de projet, avant la signature finale, était colossal. Aujourd'hui, le Japon et les États-Unis ont investi plus de S à Montréal pour réaliser le projet, qui est terminé depuis juin 1999. Depuis cette date, le produit est exporté au Japon, Australie, Oslo, Paris, Londres et d'autres pays sont en voie de signés des ententes.

"Affaires courantes - Dans la dernière année, les États-Unis et le Mexique a généré ... (d'excellents) revenus ... pour nos activités publicitaires. Une augmentation de 40%, suite aux efforts de marketing réalisés."

Note: Pascal Blais a remporté un Oscar en mars 2000 pour la production "Le Vieil Homme et la Mer."



ENTREPRISES AYANT PARTICIPÉ AU PDME

M. Robert Libbey

Président et directeur général
BeaverTails Canada Inc.
Ottawa (Ontario)

« Grâce à l'appui financier du PDME, Beaver Tails Canada Inc. a pu donner suite à son projet de pénétration du marché américain. En outre, nous avons pu recueillir d'importants renseignements sur le marché, mieux faire connaître notre produit et son image à l'échelle internationale, et nous avons été en mesure d'identifier un certain nombre de partenaires potentiels intéressés à investir dans notre produit canadien unique en participant à des foires commerciales internationales.

Il aurait été difficile, comme PME, de mettre en application un tel plan de développement des exportations sans l'aide du PDME. Nous n'aurions pas eu l'occasion d'établir des rapports avec le développeur international IntraWest, alors que cette association se traduira par l'ouverture de nouveaux magasins au Colorado et en Virginie occidentale. Ce partenariat conduira éventuellement à une plus grande expansion de notre entreprise aux États-Unis et en Europe. Étant donné la nature du programme d'expansion, nous nous attendons à des bénéfices d'ici les deux à cinq prochaines années, ce qui sera directement attribuable à l'appui reçu du PDME. »

AMÉLIORATIONS PROPOSÉES

Les répondants étaient invités à proposer des améliorations susceptibles d'accroître l'efficacité et l'utilité du PDME au profit des exportateurs canadiens. *

La plupart des améliorations proposées avaient trait au soutien financier et à la flexibilité du Programme. Parmi les changements le plus souvent recommandés, il y avait l'élargissement des dépenses admissibles afin qu'elles englobent les frais d'hébergement, de repas et de transport local, ainsi qu'une plus grande flexibilité à l'égard de l'appui financier (p. ex., fournir une contribution avant que les activités liées à l'exportation aient lieu, offrir des crédits d'impôt plutôt qu'un financement direct).

D'autres recommandations visaient notamment une souplesse accrue pour ce qui est de l'application des règles lorsque surviennent des situations incontrôlables, une aide plus importante au moment de l'entrée sur les marchés d'exportation, la simplification du processus de demande et des exigences en matière de rapport, ainsi que des améliorations aux plans de remboursement dans le cadre du Programme.

* Les suggestions et recommandations formulées par les répondants seront prises en compte dans la révision continue du PDME.